Introduction

Gérer localement la vie quotidienne de tous, femmes et hommes, pour une ville agréable

Sylvette Denèfle et Safaa Monqid

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/2978>

DOI : 10.4000/ema.2978

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 13-17

ISBN : 2 905838-48-5

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Sylvette Denèfle et Safaa Monqid, « Introduction », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 31 décembre 2012, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/2978> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.2978>

INTRODUCTION

GÉRER LOCALEMENT LA VIE QUOTIDIENNE DE TOUS, FEMMES ET HOMMES, POUR UNE VILLE AGRÉABLE

Une ville agréable, un développement urbain durable, une société paisible sont les objectifs de la plupart des politiques publiques urbaines, quels que soient les pays concernés.

Les moyens, pour atteindre ces objectifs, peuvent être très divers mais la communauté internationale semble s'accorder sur le fait qu'ils incluent la vie citoyenne de tous, la lutte contre toutes les formes de discrimination, une gestion cohérente des ressources de toutes natures.

Dans cette logique, le colloque du Caire en avril 2010, « **Genre, villes et gouvernance locale dans le monde arabe et en Méditerranée** » a, de façon résolument innovante, focalisé la lumière sur un aspect très important et encore beaucoup trop méconnu des problèmes urbains à prendre en compte pour rendre la ville agréable : le rôle que les femmes ont à y jouer.

En effet, les très nombreuses études urbaines font pratiquement toujours l'impasse sur l'implication des femmes dans la vie des villes, aussi bien du point de vue des lieux qu'elles utilisent, que du point de vue des discriminations qu'elles peuvent subir ou encore du rôle qu'elles peuvent jouer dans le développement économique et les politiques de développement durable, par exemple.

Souvent, l'organisation traditionnelle des sociétés est évoquée pour souligner l'opposition à la modernité porteuse d'égalité. Mais c'est faire sans l'analyse de ce que sont véritablement les situations actuelles et oublier le travail des femmes, leurs difficultés spécifiques et leurs combats pour une participation de plus en plus active à la vie citoyenne. En effet, l'instruction, le salariat féminin, les mutations de la structure familiale traditionnelle, le rôle modernisateur des États, etc. sont autant de facteurs significatifs de l'évolution de la condition féminine. Mais

au-delà, les transformations de la vie publique, la décentralisation et les transferts de pouvoir, qui se sont traduits par la mise en place des gouvernances locales, ont permis à tous, et particulièrement aux femmes, de renforcer leur participation politique dans les gouvernements locaux dont elles avaient longtemps été exclues.

En effet, plusieurs études de cet ouvrage montrent que les femmes ont acquis des droits à l'usage des espaces publics et qu'elles savent s'impliquer dans les politiques publiques. A la fin du XX^e siècle encore, on peut dire que la question de la place des femmes dans l'espace public ne se posait guère et surtout qu'on n'avait pas encore pris conscience de l'occultation des difficultés que les femmes rencontraient. Mais, un peu partout dans le monde et dans l'espace méditerranéen également, depuis le milieu de la dernière décennie, on voit éclore des politiques de bonnes pratiques qui se montrent attentives à la mobilité différente des femmes, à leur niveau de revenus souvent très faibles, aux exigences familiales qui leur incombent, etc. Les femmes ont accédé massivement à l'espace public et l'influencent en y modifiant les pratiques et les comportements. La ville est ainsi devenue plus permissive et « perméable » aux femmes qui la fréquentent et se l'approprient.

De plus en plus, les politiques prennent conscience que les femmes connaissent des situations difficiles qui créent de véritables discriminations pour leur accès au travail, aux loisirs, à l'espace public et les responsables politiques tendent à porter des politiques notamment locales pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. De même, les études ont montré que l'implication et la participation citoyenne des femmes constituaient un moteur important pour le développement durable car la gestion domestique de l'énergie ou celle du traitement des déchets, par exemple, est très souvent leur fait. C'est la raison pour laquelle on voit de plus en plus de politiques qui s'essaient à prendre en compte la dimension du genre dans la ville pour promouvoir l'égalité et la stabilité sociale. Les femmes sont devenues incontournables dans les projets de développement et accèdent à la sphère publique à travers les ONG, les groupements, les communes, les structures de base des partis politiques où elles expriment leurs besoins en termes de logement, de transport ou d'équipements et de services.

Cependant, ces politiques restent difficiles à concevoir et se heurtent fréquemment à des échecs ou des semi-réussites car bien des facteurs culturels ne sont pas suffisamment étudiés, déconstruits pour apporter des réponses aux situations discriminantes.

Ainsi, alors que les femmes s'approprient de plus en plus les espaces publics ; alors que les sociétés acceptent de plus en plus leur intégration dans la ville – comme le montrent les études du premier chapitre de cet ouvrage – beaucoup d'obstacles familiaux ou politiques demeurent pour que la ville puisse être utilisée aisément par les femmes. L'un

des plus intolérables socialement est certainement l'insécurité et les situations de violence qu'elles peuvent rencontrer. Ces violences physiques ou symboliques sont pratiquement toujours déterminées par des comportements connotés sexuellement et renvoyant les femmes à un rôle de proie en occultant leur place de citoyennes. Cette question, qui peut se marquer par de simples plaisanteries mais qui aboutit souvent aussi à des morts sous les coups, constitue un symbole important des injustices faites à une partie de la population sans autre réelle raison que celle des discriminations liées à son sexe. Ces réalités influent à l'évidence sur les modes d'utilisation de la ville par les femmes et le deuxième chapitre de cet ouvrage en rend compte.

Il est donc important de noter, comme nous y invite le troisième chapitre, que malgré les obstacles, les femmes parviennent à entrer dans la gestion collective de la cité en participant à la vie politique. On voit bien sûr que cette gestion est encore bien minoritaire et les écueils multiples, avant que les politiques publiques n'utilisent les compétences des femmes pour traiter les questions auxquelles leur place les prépare particulièrement, comme celle des mobilités douces, des services de proximité, de l'équipement, du logement, etc.

Cependant un mouvement est en marche et il importe que la recherche participe à analyser les contextes, les discriminations, les avancées sur cet indicateur déterminant qu'est la place des femmes dans la société et tout particulièrement dans la ville.

Cet ouvrage éclaire l'invisibilité des problèmes que rencontrent les femmes. Il montre que l'universalité du modernisme urbain n'est pas égalitaire. Il présente les logiques de bonnes pratiques, qui sont entreprises partout, pour faire évoluer une situation qui reste cependant encore bien peu satisfaisante. Les instances européennes ont voté plusieurs textes pour favoriser les politiques d'action en faveur des femmes et les gouvernements de beaucoup de pays ont suivi cette tendance. Pourtant les chercheurs montrent que les évolutions restent modestes. La vie quotidienne des femmes demeure fortement marquée par les rôles sociaux qui leur sont assignés et dont les politiques publiques ne perçoivent pas assez combien ils pourraient favoriser la gestion durable des villes.

Le colloque du Caire a donc été d'un apport conséquent pour ouvrir toutes ces perspectives et montrer à la fois les évolutions et les blocages pour une ville égalitaire où la vie citoyenne est partagée par tous.

Dans la première partie de l'ouvrage qui suit, l'analyse comparative de contextes différents a apporté un éclairage enrichissant sur la manière dont les femmes s'approprient l'espace urbain. Ainsi, **Maria Frederika Malmström** s'interroge sur l'intérêt d'étudier les espaces urbains à travers le prisme du genre et nous montre comment cette approche théorique permet d'analyser la singularité de l'expérience

vécue, non seulement comme une forme d'interaction sociale, mais comme liée à des structures sociales, ce qui implique des négociations, des tensions, des conflits et des incertitudes. Elle montre la nécessité d'une approche en termes de contextes de changement social, culturel et politique. **Nora Semmoud** analyse trois dimensions essentielles du rôle des femmes dans la ville maghrébine à savoir leur rôle dans les stratégies résidentielles, leurs stratégies d'appropriation de la ville et le rôle qu'elles jouent, dans la sphère publique, par le travail et l'action collective. Elle analyse comment les frontières entre l'espace privé et l'espace public sont recomposées, réélaborées à partir d'éléments anciens et nouveaux, en distinguant ce qui est de l'ordre du conjoncturel et ce qui semble une tendance structurelle au sein de cette recomposition des normes et des références. **Mina Saidi Sharouz**, quant à elle, s'interroge sur le sens de la féminisation des espaces publics en Iran, un pays où les femmes sont supposé rester dans l'espace privé et sous le contrôle des hommes et des lois islamiques. Elle examine les évolutions de cette appropriation féminine des espaces urbains à travers trois moments : la période traditionnelle jusqu'au début de XX^e siècle, la modernisation « forcée » des rois Pahlavi et les bouleversements de la république islamique. Elle démontre à travers des données sur les mobilités quotidiennes et des exemples d'usage des lieux publics, comment les femmes ont su transformer un devoir d'être dehors (sur l'appel des autorités à manifester) en un certain droit à la ville. Enfin, **Corinne Fortier** dresse un état des lieux des rapports de genre dans la société maure de Mauritanie et dans la société urbaine égyptienne et traite plus particulièrement de la place des femmes dans l'espace public à Nouakchott et au Caire. Elle nous montre comment les interactions entre les deux sexes sont différentes dans l'espace public de ces deux capitales.

Dans la deuxième partie de cet ouvrage, l'accent est mis sur ce facteur déterminant des discriminations faites aux femmes, qu'est la violence en expliquant ses causes, la manière dont elle est vécue par les femmes et son impact sur l'usage que celles-ci font de l'espace public. C'est le cas des textes de **Safaa Monqid** et de **Maya Morsy** qui ont montré comment la ville n'est pas toujours vécue d'une manière positive par les femmes et comment elle peut être vue, par elles, comme un lieu d'angoisse et d'insécurité, un sentiment qui participe à la marginalisation des femmes et à leur exclusion de l'espace public. Quant aux études de **Nisrin Abu Amara** et d'**Helen Rizzo**, elles analysent le rôle des ONG et des médias dans l'émergence dans l'espace public d'un débat sur le harcèlement sexuel et leurs rôles dans la politisation de cette question.

Enfin, dans la troisième partie, les auteurs abordent la question de la place et du rôle joué par les femmes, en tant qu'actrices du changement, dans la dynamique urbaine. En effet, les études montrent que, malgré leur faible représentativité dans les instances du pouvoir, les femmes jouent un rôle essentiel dans l'organisation familiale, communautaire et locale : elles recherchent des solutions pour faire face à la carence des infrastructures de base, mobilisent des ressources, tissent des réseaux de solidarité et développent des stratégies de négociation et de débrouillardise pour améliorer leur quotidien. Ainsi, **Abdelhafid Hammouche** s'intéresse à l'engagement, dans l'espace public, de femmes vivant dans les espaces urbains, bénéficiant des dispositifs de la politique de la ville et où se multiplient les initiatives pour soutenir la redéfinition des rapports de genre. Quant à **Nicole Roux**, elle analyse la place des femmes dans les instances élues et leur rôle dans les politiques locales de genre dans les villes françaises méditerranéennes. Elle ouvre, dans ce sens, une réflexion sur la spécificité des villes méditerranéennes par rapport aux autres villes en France et en Europe. **Jamal Al Shalabi** et à **Tareq Al-Assad** traitent du rôle politique des femmes en Jordanie à travers l'analyse des législations existantes dans le domaine. Ils montrent l'impact du processus de démocratisation, lancé en 1989 sur le changement de la condition des femmes, tout en insistant sur les obstacles d'ordre culturel et juridique qui constituent un blocage pour elles. Dans son texte, **Eva Saenz-Diez** propose une analyse du système des quotas en politique en Égypte et présente les raisons et les conséquences possibles de l'adoption de ce nouveau système. Enfin, pour donner vie à ces évolutions, **Safaa Monqid** nous dresse le portrait d'une avocate, Nehad Abul Komsan, présidente du Centre égyptien des droits des femmes (ECWR), qui a mené de nombreux combats en faveur des droits politiques et juridiques des femmes.

Tous ces travaux mettent en évidence l'importance des évolutions mais soulignent aussi que le chemin reste long pour parvenir à cette ville agréable que souhaitent toutes les politiques publiques et que beaucoup de facteurs doivent être pris en compte dont celui, essentiel, du genre.

Ce que le colloque du Caire a montré, c'est que les analyses en termes de différences entre les sexes traversent l'ensemble des sociétés et dessinent les transversalités nécessaires à des changements profonds. Et les textes rassemblés ici doivent renforcer et soutenir les politiques volontaristes des instances locales, nationales et internationales pour des sociétés sans discrimination et des villes bien gérées.